

## **Vote au Parlement européen :**

### **la libéralisation comme réponse aux « révolutions arabes » ?**

Il y a un an, les populations dans le Monde Arabe étaient dans les rues pour réclamer la démocratie et la justice sociale. Ces deux aspirations sont menacées par le vote survenu ce jeudi 10 mai au Parlement européen : une résolution qui prône la libéralisation des échanges commerciaux et des investissements pour « *s’engager fermement et montrer l’influence politique de l’UE<sup>1</sup>* », sous le titre poétique « le commerce pour le changement ».

Cette résolution intervient après la décision de la Commission européenne d’ouvrir des négociations pour la conclusion d’accords de libre-échange (ALE) « *renforcés et globaux* » avec la Tunisie, le Maroc, l’Egypte et la Jordanie.

#### **Justice sociale ou pauvreté ? Aux peuples de trancher**

Il faut avant tout que chaque pays définisse son modèle de développement pour créer des richesses et les répartir au mieux. Malheureusement, les accords de libre-échange (ALE) restreignent la marge de manœuvre politique des pays qui les signent et empêchent d’adopter les mesures pour garantir que le commerce et l’investissement soient au service des peuples, plutôt que l’inverse. Un premier signe de respect au lendemain des révolutions serait d’attendre qu’un pays se dote d’une Constitution et d’un gouvernement de plein exercice avant d’entamer de telles négociations avec lui.

L’idée générale selon laquelle la libéralisation du commerce avec l’Europe permettrait de répondre aux demandes socio-économiques des populations égyptiennes, jordaniennes, marocaines et tunisiennes doit être profondément remise en cause. La grande majorité des études à ce sujet montre qu’à moins que soient mise en place d’importantes régulations et mesures de protection sociale dans les pays du Sud, la libéralisation du commerce avec les pays riches entraînent une augmentation de la pauvreté et des inégalités et porte atteinte à la souveraineté alimentaire et à l’environnement

#### **Danger du déni de démocratie**

Les belles promesses de « *soutenir pleinement la demande de participation à la vie politique, de dignité, de liberté et de nouveaux emplois qui est exprimée<sup>2</sup>* », lancées au lendemain des révolutions, semblent déjà contredites par les pratiques réelles de l’UE.

---

1 Voir texte de la Résolution : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2012-0104+0+DOC+XML+V0//FR>

2 Sur la réaction de l’UE au « printemps arabe » : <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/11/918>

Les négociations européennes d'accords commerciaux se font toujours derrière des portes closes, entre experts et sans information ni participation publique, malgré l'importance des enjeux socio-économiques. Avec plusieurs de ses partenaires européens, les organisations signataires saluent l'appel lancé par le Parlement européen, qui « *estime indispensable que toutes les forces sociales, et plus particulièrement les ONG et les organisations syndicales, soient impliquées et consultées dès le lancement de négociations commerciales.* » Malheureusement, comme le souligne Michel Cermak, chargé de recherche sur le travail décent au CNCD-11.11.11 : « *Nous savons que la Commission a entamé depuis le mois de mars des discussions préliminaires avec la Tunisie, le Maroc et la Jordanie, étape essentielle dans les négociations puisqu'elle en détermine l'agenda. Pourtant, et malgré des demandes répétées, les ONG et syndicats du Nord et du Sud de la Méditerranée n'ont toujours pas été consultés par la Commission, qui a tenu ses mandats de négociation secrets.* »

Comme le souligne la résolution, les ALE ne sont pas une fin en soi, et si les revendications des révolutions ne devaient avoir qu'un message pour l'Europe, ce serait : sortir du *business as usual*. Il est temps que l'Europe les écoute.

Plus d'information : [http://www.s2bnetwork.org/fileadmin/dateien/downloads/Stand-alone\\_text\\_on\\_Arab\\_DCFTAs\\_final\\_in\\_layout\\_plus\\_authors.pdf](http://www.s2bnetwork.org/fileadmin/dateien/downloads/Stand-alone_text_on_Arab_DCFTAs_final_in_layout_plus_authors.pdf)

#### **Signataires et contacts presse :**

- Amélie Cannone, AITEC (France), 0033 (0)6 24 40 07 06, [amelie.aitec@reseau-ipam.org](mailto:amelie.aitec@reseau-ipam.org)
- Michel Cermak, CNCD-11.11.11 (Belgique), 0032 (0) 472 45 22 73 , [michel.cermak@cncd.be](mailto:michel.cermak@cncd.be)
- Peter Fuchs, PowerShift - Verein für eine ökologisch-solidarische Energie- & Weltwirtschaft e.V. (Allemagne), [Peter.Fuchs@power-shift.de](mailto:Peter.Fuchs@power-shift.de);
- Tom Kucharz, Ecologistas en Acción (Espagne), +34 91 531 27 39 , [agroecologia@ecologistasenaccion.org](mailto:agroecologia@ecologistasenaccion.org)